

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 06/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AMPERE ELECTRICITY - Manufacture de Maubeuge**

AVENUE ANDRE CHAUSSON  
ZI de Grévaux les Guides BP 20050  
59600 Maubeuge

Références : 2026-V2-050  
Code AIOT : 0007000832

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement AMPERE ELECTRICITY - Manufacture de Maubeuge implanté ZI de Grévaux les Guides - Avenue André Chausson BP20050 59369 Maubeuge. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les gaz à effet de serre fluorés, utilisés comme fluides frigorigènes, sont responsables du réchauffement climatique. A titre d'exemple, un dégazage à l'atmosphère de 1 kg de HFC-134 aura le même impact sur le climat que 1300 kg de CO<sub>2</sub> ou encore le même impact qu'un parcours de 10 000 km en berline.

C'est pourquoi ces substances font l'objet de réglementations internationales, communautaires et nationales qui ont pour but de sécuriser leurs utilisations voire de les interdire.

La réglementation nationale sur les gaz à effet de serre vise à définir les modalités concrètes d'application du règlement 517/2014.

Elle est essentiellement contenue dans les articles R. 543-75 à R. 543-123 du code de l'environnement et dans l'arrêté du 29 février 2016.

Les détenteurs d'équipements doivent :

- faire procéder à l'installation (mise en liaison des parties contenant des fluides) par une entreprise formée, appelée « opérateur attesté » ;
- faire procéder régulièrement à un contrôle d'étanchéité par un opérateur attesté. La fréquence de ces contrôles dépend de la mise en place, ou pas, sur le site d'un dispositif de détection des fuites (cf. articles 3 et 4 de l'arrêté du 29 février 2016) ;
- disposer, pour les équipements les plus grands, d'un carnet d'entretien qui recueille toutes les fiches d'intervention sur les équipements ;
- agir au plus vite en cas de fuite ;
- lorsque le détenteur d'équipement relève par ailleurs de la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées, respecter les dispositions réglementaires correspondantes (notamment l'étiquetage des équipements et stockages contenant plus de 2 kg de fluides, disposer d'un inventaire des équipements sur le site contenant des fluides, calorifuger les tuyauteries et obturer les sorties de vannes à l'atmosphère).

#### Substitution des HFC

En raison de leur forte contribution au réchauffement climatique, la réglementation européenne organise l'abandon progressif des HFC par un mécanisme de quotas dégressifs. Cette réglementation prévoit également des interdictions absolues pour certains usages dans les prochaines années.

La dégressivité des quotas va entraîner une augmentation du prix des fluides et donc des coûts d'exploitation accrus par les entreprises qui utilisent des équipements fonctionnant avec des HFC. Les entreprises qui anticiperont la substitution des HFC éviteront cette augmentation des coûts d'exploitation et disposeront par ailleurs du temps nécessaire pour définir les solutions les plus efficaces d'un point de vue technique et économique avec leurs fournisseurs.

De nombreuses alternatives existent déjà, y compris avec des fluides connus de longue date : dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), hydrocarbures, ammoniac (NH<sub>3</sub>), ...

Le ministère de l'environnement a publié une plaquette de communication pour informer les détenteurs d'équipements de réfrigération / climatisation et pour donner de bons exemples de substitution : <https://www.ecologie.gouv.fr/substances-impact-climatique-fluides-frigorigenes>

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMPERE ELECTRICITY - Manufacture de Maubeuge
- ZI de Grévaux les Guides - Avenue André Chausson BP20050 59369 Maubeuge
- Code AIOT : 0007000832
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine située sur les communes de Maubeuge et Feignies a été créée en 1969. Elle est spécialisée dans la fabrication de petits véhicules utilitaires, thermiques ou électriques.

Le procédé de fabrication comprend principalement 4 étapes :

- l'emboutissage : transformation des tôles d'acier en pièces de carrosserie ;
- la tôlerie : assemblage de la carrosserie du véhicule ;
- la peinture : préparation de la carrosserie par traitement de surface puis application des différents mastics, peintures d'apprêts, laques, vernis et cire de protection ;
- le montage : dernière étape d'assemblage des équipements prévus sur chacun des différents modèles.

Le dernier changement d'exploitant de la manufacture de Maubeuge (ex MCA) au profit de la société AMPERE ELECTRICITY a été acté par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2023.

Les activités de l'usine de Maubeuge sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 07/10/2014 qui réglemente l'ensemble des activités du site ;
- l'arrêté préfectoral du 28/02/2020, qui met à jour le tableau des rubriques ICPE et le montant des garanties financières, et modifie les dispositions liées au taux de disponibilité des dispositifs de traitement des composés organiques volatils et les prescriptions relatives à la surveillance environnementale.

Ses activités relèvent également de la Directive IED (rubriques 3260 et 3670).

La société dispose de nombreux équipements contenant des fluides frigorigènes pour son exploitation.

Le terme exploitant ou détenteur concerne AMPERE ELECTRICITY dans le présent rapport.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Fluides frigo/SAO/GESF

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82	Demande d'action corrective	1 mois
10	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Contenu des fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	n			
12	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Prévention des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3	Demande d'action corrective	1 mois
15	Délai de réparation des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5	Demande d'action corrective	1 mois
20	Étiquetage des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
21	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique ICPE 1185	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9	Sans objet
2	Contrôle périodique des installations D	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 1.1.2	Sans objet
3	Interdiction d'utilisation des CFC et des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1	Sans objet
4	Contrôles d'étanchéité (CFC ou HCFC)	Règlement européen du 07/02/2024, article 21.3	Sans objet
5	Inventaire des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3	Sans objet
6	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
7	Mélanges HFC/HFO	Règlement européen du 07/02/2024, article 3.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79	Sans objet
13	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6	Sans objet
16	Système de détection des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
17	Système de détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	Sans objet
18	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Sans objet
19	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-89	Sans objet
22	Marque de défaut d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant semble réaliser un bon suivi de la thématique des fluides frigorigènes. il devra néanmoins être attentif aux données complétées dans le CERFA et notamment la capacité nominale de l'équipement.

L'exploitant (le détenteur) doit fournir des justificatifs du respect de certaines prescriptions contrôlées ou procéder à certaines actions correctives dans les délais impartis.

Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette les faits avec suite relevant des opérateurs MCI, FRIGORY et AXIMA REFRIGERATION.

Au vu des différentes non-conformités relevant de l'opérateur EIMI Douvrin (remplissage incorrect de certaines fiches d'intervention, remplissage incorrect des dates de validité des marques de contrôle d'étanchéité), un second rapport est établi et transmis à l'opérateur EIMI Douvrin.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rubrique ICPE 1185**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Décret créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)  1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)  2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)  3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)
<b>Constats :</b>  Les équipements d'extinction n'ont pas fait l'objet de cette visite.  <u>1/ Quel fluide est utilisé dans l'installation ?</u> D'après les données fournies par l'exploitant, les fluides utilisés sur le site sont : - le R22 ou R22T (R22 régénéré). Il est un HFC. Son pouvoir de réchauffement global (PRG) est 1760 (cf règlement 2024/573 du 7/02/2024). - le R1234yf. Il est un HFC. Son PRG est <1 (cf règlement 2024/573 du 7/02/2024). - le R134a. Il est un HFC. Son PRG est 1300 (cf règlement 2024/573 du 7/02/2024). - le R404a. Il est considéré comme un HFC car est constitué d'un mélange de HFC (R125/R143a/R134a (44/52/4) ). Son PRG est 3942,8 (calcul à partir des données du règlement 2024/573 du 7/02/2024). - le R407c. Il est considéré comme un HFC car est constitué d'un mélange de HFC

(R32/R125/R134a (23/25/52) ). Son PRG est 1624,21 (calcul à partir des données du règlement 2024/573 du 7/02/2024).

- le R410a. Il est considéré comme un HFC car est constitué d'un mélange de HFC (R32/R125 (50/50) ). Son PRG est 1923,5 (calcul à partir des données du règlement 2024/573 du 7/02/2024).

- le R427a. Il est considéré comme un HFC car est constitué d'un mélange de HFC (R32/R125/R143a/R134a (15/25/10/50) ). Son PRG est 2024,05 (calcul à partir des données du règlement 2024/573 du 7/02/2024).

- le R448a. Il est considéré comme un HFC car est constitué d'un mélange de HFC et HFO (R32/R125/R134a/R1234ze/R1234yf (26/26/21/7/20)). Son PRG est 1634,81 (calcul à partir des données du règlement 2024/573 du 7/02/2024).

- le R449a. Il est considéré comme un HFC car est constitué d'un mélange de HFC et HFO (R32/R125/R1234yf (24,3/24,7/25,3/25,7)). Son PRG est 1281,85 (calcul à partir des données du règlement 2024/573 du 7/02/2024).

- le R452a. Il est considéré comme un HFC car est constitué d'un mélange de HFC et HFO (R32/R125/R1234yf (11/59/30) composition issue d'une FDS CLIMALIFE). Son PRG est 1945,07 (calcul à partir des données du règlement 2024/573 du 7/02/2024).

- le R513a. Il est considéré comme un HFC car est constitué d'un mélange de HFC et HFO (R1234yf/R134a (56/44) composition issue d'une FDS CLIMALIFE). Son PRG est 572,56 (calcul à partir des données du règlement 2024/573 du 7/02/2024).

Les PRG pris en compte par l'exploitant sont légèrement différents que ceux indiqués ci-avant. Les PRG pris en compte pour les calculs des équivalences CO<sub>2</sub> seront ceux indiqués ci-avant et non ceux de l'exploitant.

## 2/ Si HFC, le détenteur a-t-il l'intention de substituer ?

L'exploitant n'a pas l'intention de substituer les fluides utilisés.

## 3/ Quantité de fluides frigo contenue dans les installations ?

Les fluides R22/R22T et R134a figurent à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006.

Les fluides R404a, R407c, R410a, R427a, R448a, R449a, R452a et R513a sont constitués de tout ou partie de ces fluides ou d'autres fluides figurant à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006. Aussi, ils sont considérés comme faisant comme figurant à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006.

Pour les équipements au R22/R22T, R404a, R407c, R410a, R427a, R448a, R449a, R452a et R513a de plus de 2 kg unitaire, le site exploite une capacité de 850,405 kg de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009.

## 4/Au vu de cette quantité, l'exploitant est-il soumis à la rubrique 1185-2-a ?

L'exploitant est soumis à Déclaration pour la rubrique 1185-2a car le seuil de 300 kg est dépassé.

L'exploitant bénéficie d'un arrêté préfectoral du 28/02/2020 notamment pour la rubrique 1185-2



pour une capacité de 889 kg. Le site est donc en conformité par rapport à cette rubrique de la nomenclature des installations classées.

Lors de cette visite, l'Inspection n'a pas vérifié l'éventuel stockage de fluides.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Contrôle périodique des installations D

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 1.1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

**Constats :**

Le site étant soumis à autorisation préfectorale, celui-ci n'est pas soumis au contrôle périodique de la rubrique 1185.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Interdiction d'utilisation des CFC et des HCFC

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.

**Constats :**

Ce point de contrôle a été vu post inspection.

Le R22 est inscrit à l'annexe I du règlement Ozone du 7/02/2024 comme substance appauvrissant la couche d'ozone.

D'après le registre des équipements du site, 12 équipements au R22 sont présents sur le site.

D'après le fichier " bilan fluides frigorifiques »" et l'observation de ce fichier par l'inspection sur les années 2020 à année 2025, aucune recharge de R22 ou R22T n'a été réalisée sur cet équipement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Contrôles d'étanchéité (CFC ou HCFC)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 21.3

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

3. Les exploitants d'équipements de réfrigération et de climatisation ou de pompes à chaleur, ou de systèmes de protection contre les incendies, y compris leurs circuits, qui contiennent des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I, veillent à ce que cet équipement fixe ou ces systèmes :

a) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 3 kg mais inférieure à 30 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les douze mois, à l'exception des équipements comportant des systèmes hermétiquement scellés étiquetés comme tels et qui contiennent moins de 6 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I ;

b) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 30 kg mais inférieure à 300 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les six mois;

c) ayant une charge de fluide supérieure ou égale à 300 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I fassent l'objet d'un contrôle d'étanchéité au moins une fois tous les trois mois.

**Constats :**

Ce point de contrôle a été vu post inspection. Le R22 est inscrit à l'annexe I du règlement Ozone du 7/02/2024 comme substance appauvrissant la couche d'ozone.

D'après le registre des équipements du site, 12 équipements au R22 sont présents sur le site.

9 équipements au R22 ont une charge supérieure à 3 kg sur le site.

Au vue de la charge de fluide supérieure ou égale à 3 kg mais inférieure à 30 kg de substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sur ces 9 équipements, la fréquence de contrôle d'étanchéité est au moins une fois tous les douze mois.

D'après ce même registre et les informations fournies par l'exploitant, les derniers contrôles d'étanchéité ont été réalisés aux dates indiquées dans le tableau suivant:

Bâtiment (localisation)	C o d e E q u i p . P è r e	Libellé Equipem ent	C o d e E q u i p . F i l s	Libellé E q u i p . F i l s	Quantité de fluide Kg	Type de fluide	date du dernier contrôle d'étanch éité
EMBOUT	1440800	CLIM-E-AUTOCOM	1341591	CLIM-E-A06-01-AUTOCOM	4	R22	31/10/25
EMBOUT	1440800	CLIM-E-AUTOCOM	1341592	CLIM-E-E11-01-AUTOCOM	4	R22	14/10/2025

MONTAGE	1439004	CLIM-M-AUTOCOM	1341586	CLIM-M-A 2 8 - AUTOCOM	4	R22	18/10/2025
PEINTURE	1440798	CLIM-P-AUTOCOM	1341604	CLIM-P-B04-00-AUTOCOM	4	R22	28/10/25
PEINTURE	1440798	CLIM-P-AUTOCOM	1341605	CLIM-P-S00-10-AUTOCOM DPRS	4	R22	Vidangé en 2023
TOLERIE	1282544	CLIM-T-C48-01-METROLOGIE ETALONNAGE	1341565	CLIM-T-C48-01-METROLOGIE ETALONNAGE - CIRCUIT 1	8,1	R22	09/10/25
TOLERIE	1282544	CLIM-T-C48-01-METROLOGIE ETALONNAGE	1341566	CLIM-T-C48-01-METROLOGIE ETALONNAGE - CIRCUIT 2	8,1	R22	09/10/25
T T S C A T A	1281399	CTA-PF-A23-10-LABORATOIRE TTS	1281399	CTA-PF-A23-10-LABORATOIRE TTS	5,6	R22 T	27/10/2025
T T S C A T A	1440801	CLIM-PF-AUTOCOM	1341600	CLIM-PF-A43-00-AUTOCOM	4	R22	Vidangé en 2023

Ces derniers contrôles datent de moins de 12 mois. La fréquence du contrôle d'étanchéité est donc respectée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Inventaire des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection son inventaire d'équipements contenant notamment leur capacité unitaire et le fluide contenu. L'exploitant a indiqué ne pas avoir de stock de fluide sur site en dehors du fluide destiné à être injecté dans la climatisation des véhicules neufs. L'Inspection n'a pas contrôlé la présence d'un éventuel inventaire de stockages fixes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.  [...]
Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes:
a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;
b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type

d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
<b>Constats :</b>  Le seul fluide utilisé sur le site ayant un potentiel de réchauffement planétaire (PRP) égal ou supérieur à 2 500 sont le 404a (PRP de 3942,8). Aucune recharge en fluide vierge n'a été constatée sur les équipements contenant ce fluide pour l'année 2025.  L'interdiction étant respectée, il y a lieu de considérer que la prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Mélanges HFC/HFO

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Aux fins du présent règlement, on entend par : «hydrofluorocarbones» ou «HFC» : les substances inscrites à la section 1 de l'annexe I, ou des mélanges contenant l'une de ces substances ;
<b>Constats :</b>  Le site utilise les fluides suivants qui sont un mélange de HFC et HFO : le R448A, R449A, R451A et R513A Ils sont donc considérés comme des HFC. Les équipements utilisant ces fluides sont bien inclus dans l'inventaire des équipements et font notamment l'objet de contrôles périodiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Mise en service d'un équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.
<b>Constats :</b>

Sur le site, 9 équipements ont une charge avec plus de 2 kg de HCFC (R22) et 67 équipements ont une charge supérieure à 5 Teq CO<sub>2</sub> dont les 9 équipements avec plus de 2 kg de HCFC (R22).  
Au total, 67 équipements sont concernés sur le site par cette prescription.

Parmi ces équipements dont l’exploitant connaît la date de mise en service, cette prescription a été vérifiée pour les équipements dont la date de mise en service est postérieure à 2019.

Les 3 équipements ci-dessous sont concernés et l’indication des dates de contrôles d’étanchéité de mise en service et le nom de l’opérateur correspondant sont renseignés dans le tableau suivant.

Bâtiment (localisation)	Code Equip. Père	Libellé Equip. Fils	Quantité de fluide Kg	Type de fluide	PRG	K g éqCO2	année d e M E S	D a t e d e contrôle d’étan chéité d e m i s e e n service	opérateur+at testation de capacité
PEINTURE	1701401	CLIM-P-EXT-00-CTA LOCAL DILUTION OSF	16,5	R410A	1923,5	31737,75	2023	22/12/2023	A T M (attestation 312)
PEINTURE	23103	CLIM-P-E26-01-PAC HECK CONDITION NEUR OSF	180	R513A	572,56	103060,8	2024	25/04/2024	HECK KALTE TECH GmbH (attestation 017/2009)

Resto Nord	1345822	FRIG-D-00-Cellule de refroidissement positive	5,3	R452A	1945,07	10309	01021	document adressé par courriel du 16/01/2026 : 29/12/2020	NORD COLLECTIVITE (18590)
------------	---------	---	-----	-------	---------	-------	-------	--	---------------------------

Parmi ces équipements, les contrôles d'étanchéité de mise en service suivants ont été tenus à la disposition de l'Inspection en séance :

- fiche n° 1703147307 du 22/12/2023 de ATM pour l'équipement n° 1701401 (pas de fuite, pas de recharge, pas de signature du détenteur),
- fiche n° O-23103-cerfa001 du 25/04/2024 de HECK KÄLTETECNIK GmbH pour l'équipement n° 23103 (pas de fuite, recharge de 180kg de R513A, pas de signature du détenteur).

Par courriel du 16/01/2026, l'exploitant a adressé à l'inspection le document suivant:

- fiche n° 00 du 29/12/2020 de NORD COLLECTIVITE pour l'équipement n°1345822 (pas de fuite, recharge de 5,3 kg de R452A, signature du détenteur et de l'opérateur).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Fiches d'intervention

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

#### **Prescription contrôlée :**

L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.

Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.

[...]

#### **Constats :**

Sur le site, 9 équipements ont une charge avec plus de 3 kg de HCFC (R22) et 67 équipements ont

une charge supérieure à 5 Teq CO<sub>2</sub> en HFC ou PFC dont les 9 équipements avec plus de 3 kg de HCFC (R22).

Au total, 67 équipements sont concernés sur le site.

Parmi ces équipements, l'Inspection a regardé les documents des 5 équipements suivants :

Bâtiment (localisation)	Code Equip. Père	Libellé Equipement	Code Equip. Fils	Libellé Equip. Fils	Quantité de fluide Kg	Type de fluide	PRG	Kg éqCO2
MONTAGE	844594	CLIM-M-Y00-01-SERVICE MEDICAL	844594	CLIM-M-Y00-01-SERVICE MEDICAL	8	R404A	3942,8	31542
PEINTURE	844492	CLIM-P-D16-01-LOCAL BHER	1281352	CLIM-P-D16-10-LOCAL BHER SECOURS N°6	10,03	R407C	1624,21	16291
PEINTURE	1461574	CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1	1222500	CLIM-P-A24-00-CIM 01-CIRCUIT 1	31	R407C	1624,21	Somme des circuits 1 et 2 : 103949
PEINTURE	1461574	CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1	1222501	CLIM-P-A24-00-CIM 01-CIRCUIT 2	33	R407C	1624,21	Somme des circuits 1 et 2 : 103949
PEINTURE	1461575	CLIM-P-A24-01-	1222503	CLIM-P-B24-00-	31,34	R407C	1624,21	Somme des



RE		A24-01- INFOR MATIQ UE CIM 2	3	B24-00- CIM 02- <b>CIRCUIT 1</b>				d e s circuits 1 et 2 : 104501
PEINTU RE	1461575	CLIM-P- A24-01- INFOR MATIQ UE CIM 2	122250 4	CLIM-P- B24-00- CIM 02- <b>CIRCUIT 2</b>	33	R407C	1624,21	Somme d e s circuits 1 et 2 : 104501
PEINTU RE	23103	CLIM-P- E26-01- OSF		CLIM-P- E26-01- P A C H E C K CONDI TIONN E U R O S F	180	R513A	572,56	103060, 8

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection lors de la visite les fiches d'intervention suivantes :

Équipement n° 844594 « CLIM-M-Y00-01-SERVICE MEDICAL » du bâtiment Montage : 8 kg de R404A soit 31,542 Teq CO2 :

- fiche n° 8385 de SAS FRIGORY du 20/07/2021 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1 de MCI du 14/06/2022 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur, **indication du nom de la personne intervenue dans la case 1 opérateur au lieu du nom de l'opérateur**),
- fiche n° 2023-30506 de AXIMA REFRIGERATION du 7/07/2023 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 2024-133874 de AXIMA REFRIGERATION du 29/08/2024 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1012-4304-1 de EIMI Douvrin du 7/08/2025 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur).

Équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture : circuit 1 de 31 kg de R407C et circuit 2 de 33 kg de R407C soit 103,95 Teq CO2 :

Circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C :

- fiche n° 8956 de SAS FRIGORY du 10/11/2021 (fuite détectée, réparation à faire, pas de recharge,

- fiche n° 8956 de SAS FRIGORY du 10/11/2021 (fuite détectée, réparation à faire, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 3993 de SAS FRIGORY du 16/11/2021 (fuite détectée le 10/11/2021, réparation à faire, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 9136 de SAS FRIGORY du 12/01/2022 (nature de l'intervention : autre (réparation fuite), **indication de fuite non renseignée**, pas de recharge, récupération de 3,5 kg de R407C, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 9137 de SAS FRIGORY du 18/01/2022 (nature de l'intervention : autre (suite réparation), pas de fuite détectée, recharge de 30 kg R407C, signature de l'opérateur et du détenteur, indication sur le CERFA d'une charge totale du circuit à 30 kg au lieu de 31 kg),
- fiche n° 1 de MCI du 29/09/2022 (fuite détectée, réparation à faire, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur, **indication du nom de la personne intervenue dans la case 1 opérateur au lieu du nom de l'opérateur**),
- fiche n° 1 de MCI du 4/11/2022 (fuite détectée, réparation faite, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur, **indication du nom de la personne intervenue dans la case 1 opérateur au lieu du nom de l'opérateur**),
- fiche n° 2023-52933 de AXIMA REFRIGERATION du 17/10/2023 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 2024-145280 de AXIMA REFRIGERATION du 15/10/2024 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1012-4689-1 de EIMI Douvrin du 30/10/2025 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur).

Circuit 2 (référence 1222501) de 33 kg de R407C :

- fiche n° 3992 de SAS FRIGORY du 16/11/2021 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1 de MCI du 29/09/2022 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur, **indication du nom de la personne intervenue dans la case 1 opérateur au lieu du nom de l'opérateur**),
- fiche n° 2023-52935 de AXIMA REFRIGERATION du 17/10/2023 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 2024-145281 de AXIMA REFRIGERATION du 15/10/2024 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1012-4690-1 de EIMI Douvrin du 30/10/2025 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur).

Équipement n° 1461575 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 2 » du bâtiment Peinture : circuit 1 de 31,34 kg de R407C et circuit 2 de 33 kg de R407C soit 104,5 Teq CO2 :

Circuit 1 (référence 1222503) de 31,34 kg de R407C :

- fiche n° 3991 de SAS FRIGORY du 16/11/2021 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1 de MCI du 29/09/2022 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur, **indication du nom de la personne intervenue dans la case 1 opérateur au lieu du nom de l'opérateur**),
- fiche n° 2023-52937 de AXIMA REFRIGERATION du 17/10/2023 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 2024-145283 de AXIMA REFRIGERATION du 15/10/2024 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1012-4687-1 de EIMI Douvrin du 30/10/2025 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur).

Circuit 2 (référence 1222504) de 33 kg de R407C :

- fiche n° 3990 de SAS FRIGORY du 16/11/2021 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1 de MCI du 29/09/2022 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur, **indication du nom de la personne intervenue dans la case 1 opérateur au lieu du nom de l'opérateur**),
- fiche n° 2023-52940 de AXIMA REFRIGERATION du 17/10/2023 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 2024-145284 de AXIMA REFRIGERATION du 15/10/2024 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1012-4688-1 de EIMI Douvrin du 30/10/2025 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur).

Équipement n° 23103 « CLIM-P-E26-01-PAC HECK CONDITIONNEUR OSF » du bâtiment Peinture : 180 kg de R513A soit 103,06 Teq CO2 (mis en service en 2024) :

- fiche n° O-23103-cerfa001 du 25/04/2024 de HECK KÄLTETECNIK GmbH (MISE EN SERVICE, pas de fuite, recharge de 180kg de R513A, pas de signature du détenteur),
- fiche n° 2024-1361164 de AXIMA REFRIGERATION du 10/09/2024 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1012-4737-1 de EIMI Douvrin du 18/1/2025 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur).

Équipement n° 844492-1281352 « CLIM-P-D16-10-LOCAL BHER SECOURS N°6 » du bâtiment Peinture : 10,03 kg de R407C soit 16,29 Teq CO2 :

Cet équipement ayant fait l'objet d'une inspection de la DREAL le 23/06/2023, seules les fiches d'intervention postérieures à cette date ont été regardées.

- fiche n° 2023-69937 de AXIMA REFRIGERATION du 21/12/2023 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur, **indication sur le CERFA d'une charge totale du circuit à 8,5 kg au lieu de 10,03 kg**),
- fiche n° 2024-14404 de AXIMA REFRIGERATION du 31/10/2024 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur),
- fiche n° 1012-4666-1 de EIMI Douvrin du 29/10/2025 (pas de fuite détectée, pas de recharge, signature de l'opérateur et du détenteur, **indication sur le CERFA d'une charge totale du circuit à 5 kg au lieu de 10,03 kg**).

Sur le point de contrôle n° 8 relatif à la mise en service, l'Inspection a observé les fiches d'intervention suivantes :

- fiche n° 1703147307 du 22/12/2023 de ATM pour l'équipement n° 1701401 (pas de fuite, pas de recharge, pas de signature du détenteur),
- fiche n° O-23103-cerfa001 du 25/04/2024 de HECK KÄLTETECNIK GmbH (MISE EN SERVICE, pas de fuite, recharge de 180kg de R513A, **pas de signature du détenteur**),
- fiche n° 00 du 29/12/2020 de NORD COLLECTIVITE pour l'équipement n°1345822 (pas de fuite, recharge de 5,3 kg de R452A, signature du détenteur et de l'opérateur).

Le détenteur dispose d'un archivage sur 5 ans sur les équipements contrôlés.

<p>Le détenteur n'a pas signé les fiches d'intervention relatives aux mises en services des équipements 1701401 et 23103.</p> <p><u>Fait avec suite n° 1 (demande d'action corrective) : Le détenteur doit signer les fiches d'intervention émises par l'opérateur. Le détenteur signera les 2 fiches d'intervention n°O-23103-cerfa001du 22/12/2023 de ATM pour l'équipement n° 1701401 et n° 1703147307 du 25/04/2024 de HECK KÄLTETECNIK GmbH pour l'équipement n° 23103 sous un délai maximal d'un mois.</u></p> <p><u>De plus, le détenteur mettra en place une organisation de manière à ce que, systématiquement, les fiches d'intervention fassent l'objet d'un regard critique par une personne compétente désignée parmi son personnel et soient signées.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

#### N° 10 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:</p> <p>a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation;</p> <p>b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts;</p> <p>c) la quantité de gaz récupérée;</p> <p>d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations;</p> <p>f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.</p>
<b>Constats :</b>

L'exploitant dispose d'un fichier électronique nommé « bilan fluides frigorigènes ».

Après consultation de ce fichier, les informations suivantes ne sont pas fournies :

- d) en cas d'ajout de gaz, les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;
- f) les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;
- g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.

Néanmoins, concernant les types de gaz ajoutés, l'exploitant a indiqué que si le même gaz est ajouté, l'ajout est indiqué sur la même ligne. S'il s'agit d'un autre gaz, une nouvelle ligne est incrémentée. (exemple montré pour les lignes 53/54 de tableau).

De même, il existe des liens dans la colonne « fiche d'intervention » vers les fiches d'intervention. L'Inspection considère qu'en présence de la fiche d'intervention en lien, le résultat du contrôle est présent, mais les liens vers les fiches d'intervention ne sont pas présents sur toutes les lignes du tableau.

**Fait avec suite n° 2 (demande d'action corrective) : Le détenteur ne dispose pas d'un registre contenant toutes les informations requises. Le détenteur fournira sous un délai maximal de 3 mois un registre comportant toutes les informations requises, en incluant notamment les liens vers les fiches d'intervention adéquates sur l'ensemble des lignes du tableau.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 11 : Contenu des fiches d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.

Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (4) comme fiche d'intervention.

**Constats :**

Cette prescription a été vérifiée en examinant les fiches d'intervention observés par l'Inspection

mentionnés au point de contrôle n° 9.

Les équipements du site relèvent de la catégorie I (contrôle d'étanchéité, maintenance et entretien, assemblage, mise en service, récupération des fluides des équipements de tous les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur) car contiennent plus de 2 kg de fluide frigorigène. Aussi, l'opérateur est tenu d'utiliser le CERFA 15497.

Dans le CERFA, l'information des coordonnées de l'opérateur doit être fournie.

Pour l'équipement n° 844594 « CLIM-M-Y00-01-SERVICE MEDICAL » du bâtiment Montage, la fiche n° 1 de MCI du 14/06/2022 indique dans la case 1 destiné aux renseignements sur l'opérateur le nom de la personne intervenue au lieu du nom de l'opérateur.

Pour l'équipement n° 1461574- circuit 1 référence 1222500 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture, les fiche n° 1 de MCI du 29/09/2022 et n° 1 de MCI du 4/11/2022 indique dans la case 1 destiné aux renseignements sur l'opérateur le nom de la personne intervenue au lieu du nom de l'opérateur.

Pour l'équipement n° 1461574- circuit 2 référence 1222501 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture, les fiche n° 1 de MCI du 29/09/2022 et n° 1 de MCI du 4/11/2022 indique dans la case 1 destiné aux renseignements sur l'opérateur le nom de la personne intervenue au lieu du nom de l'opérateur.

Pour l'équipement n° 1461575- circuit 1 référence 1222503 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 2 » du bâtiment Peinture, les fiche n° 1 de MCI du 29/09/2022 et n° 1 de MCI du 4/11/2022 indique dans la case 1 destiné aux renseignements sur l'opérateur le nom de la personne intervenue au lieu du nom de l'opérateur.

Pour l'équipement n° 1461575- circuit 2 référence 1222504 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 2 » du bâtiment Peinture, les fiche n° 1 de MCI du 29/09/2022 et n° 1 de MCI du 4/11/2022 indiquent dans la case 1 destiné aux renseignements sur l'opérateur le nom de la personne intervenue au lieu du nom de l'opérateur.

Dans le CERFA, l'information de la charge totale de l'équipement doit être fournie.

Pour l'équipement n° 1461574- circuit 1 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture, la charge totale de l'équipement est erronée dans la fiche d'intervention n° 9137 de SAS FRIGORY du 18/01/2022 ( indication sur le CERFA d'une charge totale du circuit à 30 kg au lieu de 31 kg).

Pour l'équipement n° 844492-1281352 « CLIM-P-D16-10-LOCAL BHER SECOURS N°6 » du bâtiment Peinture, la charge totale de l'équipement est erronée dans les fiches d'intervention suivantes :

- fiche n° 2023-69937 de AXIMA REFRIGERATION du 21/12/2023 (indication sur le CERFA d'une charge totale du circuit à 8,5 kg au lieu de 10,03 kg),
- fiche n° 1012-4666-1 de EIMI Douvrin du 29/10/2025 (indication sur le CERFA d'une charge totale du circuit à 5 kg au lieu de 10,03 kg).

**Certaines données du CERFA remplies par les opérateurs sont erronées.**

**Fait avec suite n° 3 (demande d'action corrective) (opérateur MCI) : L'opérateur doit remplir les CERFA avec des données correctes :**

**- en case 1 : les coordonnées de l'opérateur MCI et non le nom de la personne intervenante.**

- en case 3 : la charge totale de l'équipement.

Les prochains CERFA établis par l'opérateur devront être remplis de façon correcte sans délai.

**Fait avec suite n° 4 (demande d'action corrective) (opérateur FRIGORY) : L'opérateur doit remplir les CERFA avec des données correctes en case 3 avec la charge totale correcte de l'équipement.**

**Les prochains CERFA établis par l'opérateur devront être remplis de façon correcte sans délai. Si cela est possible, l'opérateur EIMI Douvrin rééditera les fiches d'intervention erronées avec les données correctes sous un délai maximal de 3 mois.**

**Fait avec suite n° 5 (demande d'action corrective) (opérateur AXIMA REFRIGERATION) : L'opérateur doit remplir les CERFA avec des données correctes en case 3 avec la charge totale correcte de l'équipement.**

**Les prochains CERFA établis par l'opérateur devront être remplis de façon correcte sans délai. Si cela est possible, l'opérateur EIMI Douvrin rééditera les fiches d'intervention erronées avec les données correctes sous un délai maximal de 3 mois.**

**Fait avec suite n° 6 (demande d'action corrective) (opérateur EIMI Douvrin) : L'opérateur doit remplir les CERFA avec des données correctes en case 3 avec la charge totale correcte de l'équipement.**

**Les prochains CERFA établis par l'opérateur devront être remplis de façon correcte sans délai. Si cela est possible, l'opérateur EIMI Douvrin rééditera les fiches d'intervention erronées avec les données correctes sous un délai maximal de 3 mois.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

#### N° 12 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

##### Prescription contrôlée :

Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.

L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.

#### **Constats :**

D'après les fiches d'intervention observées par l'Inspection, les opérateurs qui sont intervenus sur le site sont :

- Etudes Installation Maintenance Indust (EIMI) à Douvrin (2025),
- AXIMA REFRIGERATION à Lesquin (2023-2024),
- SAS FRIGORY à Rouvignies (2021),
- MCI à Hellemmes (2022),
- ATM à Ennevelin (2023),
- HECK KALTETECNIK GmbH à Steinhagen (Allemagne) (2024),
- NORD COLLECTIVITE Bois-grenier (2020).

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les attestations des opérateurs suivants en séance :

- l'attestation de capacité n°CF00251 de ADC FLUIDES délivrée le 9/04/2024 à EIMI Douvrin, valide jusqu'au 8 avril 2029.

Après vérification sur le site SYDEREP, son attestation était en cours de validité au 31/12/2025.

- l'attestation de capacité n° 12150 de ADC FLUIDES délivrée le 05/02/2024 à AXIMA REFRIGERATION Lesquin, valide jusqu'au 4/02/2029,
- l'attestation de capacité n° 12150 de ADC FLUIDES délivrée le 05/02/2019 à AXIMA REFRIGERATION Lesquin, valide jusqu'au 4/02/2024,
- l'attestation de capacité n° ACO/SQ 12184-002 de SOCOTEC délivrée le 20/09/2019 à MCI Villeneuve d'Ascq (SIRET 63201725700353), valide jusqu'au 19/09/2024. Or, le site MCI étant intervenu est basé à Hellemmes Lille et son numéro SIRET est 63201725700668.
- l'attestation de capacité n° 16032 de ADC FLUIDES délivrée le 17/07/2019 à SAS FRIGORY Rouvignies valide jusqu'au 16/07/2024.

Par courriel du 21/01/2026, l'exploitant a fourni les attestations suivantes :

- l'attestation de capacité n° 312 de SGS délivrée le 14/05/2019 à ATM Ennevelin, valide jusqu'au 13/05/2024,
- le certificat n° 017/2009 du gouvernement du district de Detmold du 09/06/2009 valide pour une durée illimitée à HECK KALTETECNIK GmbH à Steinhagen.

**Fait avec suite (demande de justificatif) n° 7: L'exploitant fournira sous un délai maximal d'un mois l'attestation de capacité de l'opérateur MCI pour l'agence sise chemin napoléon à Hellemmes-Lille (2022) et pour NORD COLLECTIVITE Bois-grenier (2020).**

**Fait avec suite (demande de justificatif) n° 8(opérateur MCI) : L'opérateur MCI justifiera de**



**l'attestation requise en 2022 pour la réalisation de contrôles d'étanchéité.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 13 : Contrôle périodique des équipements**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante:

a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois;

b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;

c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

**Constats :**

Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 concernent les équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.

Sur le site, 9 équipements ont une charge avec plus de 3 kg de HCFC (R22) et 67 équipements ont une charge supérieure à 5 Teq CO<sub>2</sub> dont les 9 équipements avec plus de 3 kg de HCFC (R22).

Au total, 67 équipements sont concernés sur le site.

Parmi ces équipements, l'Inspection a regardé les documents des 5 équipements suivants :

Bâtiment (localisation)	Code Equip. Père	Libellé Equipement	Code Equip. Fils	Libellé Equip. Fils	Quantité de fluide Kg	Type de fluide	PRG	Kg éqCO <sub>2</sub>
----------------------------	------------------------	-----------------------	------------------------	---------------------------	--------------------------------	-------------------	-----	-------------------------

ation)					Kg			
MONTAGE	844594	CLIM-M-Y00-01-SERVICE MEDICAL	844594	CLIM-M-Y00-01-SERVICE MEDICAL	8	R404A	3942,8	31542
PEINTURE	1461574	CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1	1222500	CLIM-P-A24-00-CIM 01-CIRCUIT 1	31	R407C	1624,21	Somme des circuits 1 et 2 : 103949
PEINTURE	1461574	CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1	1222501	CLIM-P-A24-00-CIM 01-CIRCUIT 2	33	R407C	1624,21	Somme des circuits 1 et 2 : 103949
PEINTURE	1461575	CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 2	1222503	CLIM-P-B24-00-CIM 02-CIRCUIT 1	31,34	R407C	1624,21	Somme des circuits 1 et 2 : 104501
PEINTURE	1461575	CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 2	1222504	CLIM-P-B24-00-CIM 02-CIRCUIT 2	33	R407C	1624,21	Somme des circuits 1 et 2 : 104501
PEINTURE	23103	CLIM-P-E26-01-OSF		CLIM-P-E26-01-P A C H E C K C O N D I	180	R513A	572,56	103060,8

				COND ITIONN E U R O S F				
PEINTU RE	844492	CLIM-P- D16-01- LOCAL BHER	1281352	CLIM-P- D16-10- LOCAL BHER SECOU RS N°6	10,03	R407C	1624,21	16290

Pour l'équipement n° 844594 « CLIM-M-Y00-01-SERVICE MEDICAL » du bâtiment Montage (8 kg de R404A soit 31,542 Teq CO<sub>2</sub>) , contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I, la périodicité des contrôles d'étanchéité est au moins tous les douze mois.

Le dernier contrôle d'étanchéité tenu à la disposition de l'Inspection date du 7/08/2025.  
Ce contrôle date de moins de 12 mois.

Pour l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture (circuit 1 de 31 kg de R407C et circuit 2 de 33 kg de R407C soit 103,95 Teq CO<sub>2</sub>), contenant 50 tonnes équivalent CO2 ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, la périodicité des contrôles d'étanchéité est au moins tous les six mois.

Le dernier contrôle d'étanchéité tenu à la disposition de l'Inspection date du 30/10/2025.  
Ce contrôle date de moins de 6 mois.

Pour l'équipement n° 1461575 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 2 » du bâtiment Peinture (circuit 1 de 31,34 kg de R407C et circuit 2 de 33 kg de R407C soit 104,5 Teq CO<sub>2</sub>, contenant 50 tonnes équivalent CO2 ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, la périodicité des contrôles d'étanchéité est au moins tous les six mois.

Le dernier contrôle d'étanchéité tenu à la disposition de l'Inspection date du 30/10/2025.  
Ce contrôle date de moins de 6 mois.

Pour l'équipement n° 23103 « CLIM-P-E26-01-PAC HECK CONDITIONNEUR OSF » du bâtiment Peinture (180 kg de R513A soit 103,06 Teq CO<sub>2</sub>) (mis en service en 2024), contenant 50 tonnes équivalent CO2 ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, la périodicité des contrôles d'étanchéité est au moins tous les six mois.

Le dernier contrôle d'étanchéité tenu à la disposition de l'Inspection date du 18/11/2025.

Ce contrôle date de moins de 6 mois.

Pour l'équipement n° 844492-1281352 « CLIM-P-D16-10-LOCAL BHER SECOURS N°6 » du bâtiment Peinture ( 10,03 kg de R407C soit 16,29 Teq CO2 ) , contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I, la périodicité des contrôles d'étanchéité est au moins tous les douze mois.

Le dernier contrôle d'étanchéité tenu à la disposition de l'Inspection date du 29/10/2025.

Ce contrôle date de moins de 12 mois.

Les fréquences de contrôles d'étanchéité sont respectées pour les équipements contrôlés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Prévention des fuites

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

##### **Prescription contrôlée :**

3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.

##### **Constats :**

D'après les fiches d'intervention observées par l'Inspection indiquées au point de contrôle n°9, les indications de fuite dans les CERFA sont :

- le 10/11/2021 dans la fiche n° 8956 de SAS FRIGORY : indication d'une fuite détectée sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture et réparation à faire,
- le 16/11/2021 dans la fiche n° 3993 de SAS FRIGORY : indication d'une fuite détectée sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture et fuite détectée le 10/11/2021, réparation à faire
- le 12/01/2022 dans la fiche n° 9136 de SAS FRIGORY sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture (nature de l'intervention : autre (réparation fuite), indication de fuite non renseignée fuite détectée)

La fuite a été détectée pour la première fois le 10/11/2021 et a été réparée le 12/01/2022, ce qui n'est pas un délai raisonnable de réparation de fuite.

Par courriel du 16/01/2026, l'exploitant a indiqué qu'une demande d'achat a été passée le 15/11/2021 pour être commandée le 7/12/2021 et une intervention le 12/01/2022.

- le 29/09/2022 dans la fiche n° 1 de MCI indication d'une fuite détectée sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture et réparation à faire, pas de recharge, , (mais sur le bon d'intervention coupure vanne),

- le 4/11/2022 dans la fiche n° 1 de MCI : indication d'une fuite détectée sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture et réparation faite).

La fuite a été détectée pour la première fois le 29/09/2022 et a été réparée le 4/11/2022, ce qui n'est pas un délai raisonnable de réparation de fuite.

Néanmoins, par courriel du 16/01/2026, l'exploitant a indiqué que le technicien a confiné le fluide dans la bouteille et le condenseur le 29/09/2022 (indication dans le rapport d'intervention).

**Les actions correctives de réparation de fuite n'ont pas été menées dans un délai raisonnable afin de réduire au minimum les fuites des gaz.**

**Fait avec suite (demande d'action corrective) n° 9: Pour éviter que cette non conformité ne se reproduise, il est demandé à l'exploitant de mettre en place sous un délai maximal d'un mois un système organisationnel et/ou technique lui permettant de s'assurer que toute installation présentant une fuite soit réparée dans les meilleurs délais ou à défaut plus utilisée et vidangée et de justifier de celle-ci .**

L'exploitant a indiqué que, dans les nouveaux contrats avec son opérateur, il est prévu une vidange du circuit en cas de non réparation possible dans un délai raisonnable. Ce contrat n'a pas été tenu à la disposition de l'Inspection.

Les délais de réparation non raisonnables de fuite datant de 2021 et 2022, il n'est pas proposé de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 15 : Délai de réparation des fuites**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à

l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.

#### Constats :

Le nouveau contrôle entre 24h et 1 mois après réparation est applicable depuis la mise à jour du règlement FGaz début 2024.

D'après les fiches d'intervention observées par l'Inspection indiquées au point de contrôle n°9, les indications de fuite dans les CERFA sont :

- le 10/11/2021 dans la fiche n° 8956 de SAS FRIGORY : indication d'une fuite détectée sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture et réparation à faire,

- le 16/11/2021 dans la fiche n° 3993 de SAS FRIGORY : indication d'une fuite détectée sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture et fuite détectée le 10/11/2021, réparation à faire

- le 12/01/2022 dans la fiche n° 9136 de SAS FRIGORY sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture (nature de l'intervention : autre (réparation fuite), indication de fuite non renseignée fuite détectée)

La fuite a été détectée pour la première fois le 10/11/2021 et a été réparée le 12/01/2022.

**Le délai de réparation entre la fuite détectée le 10/11/2021 et sa réparation du 12/01/2022 est de presque 2 mois, ce qui n'est pas un délai raisonnable.**

Un contrôle d'étanchéité a été réalisé le 18/01/2022 post réparation (fiche n° 9137 de SAS FRIGORY sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture du (nature de l'intervention : autre (suite réparation),

- le 29/09/2022 dans la fiche n° 1 de MCI indication d'une fuite détectée sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture et réparation à faire, pas de recharge, (mais sur le bon d'intervention coupure vanne),

- le 4/11/2022 dans la fiche n° 1 de MCI : indication d'une fuite détectée sur le circuit 1 (référence 1222500) de 31 kg de R407C sur l'équipement n° 1461574 « CLIM-P-A24-01-INFORMATIQUE CIM 1 » du bâtiment Peinture et réparation faite).

La fuite a été détectée pour la première fois le 29/09/2022 et a été réparée le 4/11/2022.

**Le délai de réparation entre la fuite détectée le 29/09/2022 et sa réparation du 4/11/2022 est de 36 jours, ce qui n'est pas un délai raisonnable.** Néanmoins, par courriel du 16/01/2026, l'exploitant a indiqué que le technicien a confiné le fluide dans la bouteille et le condenseur le 29/09/2022 (indication dans le rapport d'intervention). L'emplacement de la fuite a donc été confiné en attente de la réparation de celle-ci.

<p><b>Fait avec suite (demande d'action corrective - déjà énoncée) n° 9:</b> Pour éviter que cette non conformité ne se reproduise, il est demandé à l'exploitant de mettre en place sous un délai maximal d'un mois un système organisationnel et/ou technique lui permettant de s'assurer que toute installation présentant une fuite soit réparée dans les meilleurs délais ou à défaut plus utilisée et vidangée et de justifier de celle-ci .</p> <p>De plus, il conviendra que l'opérateur note les actions réalisées dans le CERFA en cas d'isolement de la fuite.</p> <p><b>Observation n° 1 :</b> L'exploitant mettra en place les actions nécessaires sous un délai maximal d'un mois pour que, suite à une réparation de fuite, le détenteur fasse réaliser un contrôle d'étanchéité au plus tôt après avoir fait fonctionner l'équipement pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.</p> <p>Les délais de réparation non raisonnables de fuite datant de 2021 et 2022, il n'est pas proposé de mise en demeure.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>
---

**N° 16 : Système de détection des fuites**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 6
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>[...]</p> <p>3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Aucun équipement du site ne contient des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II.</p> <p>Aussi, aucune installation sur le site n'est concernée.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Système de détection de fuites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>I.-Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-50 grammes par heure ;</li><li>-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.</li></ul> <p>II.-Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-50 grammes par heure ;</li><li>-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.</li></ul> <p>L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte.</p> <p>L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme.</p> <p>III.-Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) La pression ;</li><li>b) La température ;</li><li>c) Le courant du compresseur ;</li><li>d) Les niveaux de liquides ;</li><li>e) Le volume de la quantité rechargée.</li></ul> <p>Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté.</p> <p>L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4.</p>



L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

IV.-Les systèmes permanents de détection de fuite sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois afin de garantir l'exactitude des informations fournies. L'exploitant de l'équipement tient à jour un registre. Ce registre précise les fluides pour lesquels le système permanent de détection est adapté, la liste des opérations d'entretien destinées à le maintenir en bon fonctionnement, le résultat des vérifications réalisées et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.

V.-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

- dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO2 ;
- dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

**Constats :**

Sans objet pour le site car le site ne dispose pas, à ce jour, de système de détection de fuite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Déclaration des émissions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fluides Frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- Les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.

**Constats :**

D'après les fiches d'intervention observées précisées au point de contrôle n° 9, les recharges suivantes ont été réalisées, en dehors des mises en service :

- le 18/01/2022 pour une quantité de 30 kg de R407C sur l'équipement R407C (fiche d'intervention n° 9137 de SAS FRIGORY).

Sur les fiches d'intervention observées par l'Inspection, aucune recharge n'était indiquée en 2024.

D'après le fichier « tableau standard des pertes de gaz process et locaux 2024 » tenu à la disposition de l'Inspection, les recharges réalisées en 2024 sont de 17,8 kg assimilées à 17,8 kg de fuite.

Dans l'application GEREP, l'exploitant a déclaré, pour l'année 2024, les émissions suivantes en gaz fluorés :

Nom du fluide	Quantité émise (en kg)
HFC-134a	9,6
R-410A	1,48

Les données pour le HFC-134a et le R410a issues du fichier « tableau standard des pertes de gaz process et locaux 2024 » sont cohérentes avec la déclaration GEREP.

Le fichier « tableau standard des pertes de gaz process et locaux 2024 » fait apparaître des recharges en R22/R22T (R22 régénéré) alors que celles-ci ne sont pas mentionnées dans la déclaration GEREP du site pour l'année 2024.

**Observation n° 2 : L'exploitant explicitera sous un délai maximal de 3 mois les incohérences entre le fichier « tableau standard des pertes de gaz process et locaux 2024 » et sa déclaration GEREP de l'année 2024.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 :** Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-89

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.

**Constats :**

D'après les fiches d'intervention observées précisées au point de contrôle n° 9, les recharges suivantes ont été réalisées, hors mises en service :

- le 18/01/2022 pour une quantité de 30 kg de R407C sur l'équipement R407C (fiche d'intervention n° 9137 de SAS FRIGORY). Cette fiche indique qu'il n'y a pas de fuite détectée (intervention suite à une réparation du 12/01/2022).

Une recharge a donc été faite sur un circuit non fuyard car la fuite a été réparée le 12/01/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes:

a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz;

b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique;

c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO<sub>2</sub>, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.

Constats :

L'Inspection a observé l'étiquetage suivant des équipements suivants :

Équipement	Mention de gaz à effet de serre fluorés	Affichage de la nature fluide	Affichage de la quantité de fluide et PRG ou capacité équivalente CO <sub>2</sub>	Observations
Équipement 844594				C e t t e installation étant sur roulettes et pouvant être m o b i l e , l'exploitant n'a pas trouvé l'équipement en séance. Aussi, son étiquetage n'a pas pu être vérifié.
Équipement	Oui	Oui	Oui	

1461574				
Équipement 1461575	Oui	Oui	Oui	
Équipement 23103	Oui	Oui	Oui	
Équipement 84444926 - 1281352	Oui	Oui	Oui	

**Fait avec suite n° 10 (demande de justificatif) : L'exploitant justifiera sous un délai maximal de 3 mois de l'étiquetage correct de l'équipement n° 844594.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 21 : Marque de contrôle d'étanchéité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

##### **Prescription contrôlée :**

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

##### **Constats :**

D'après les fiches d'intervention tenues à la disposition de l'Inspection et la visite, les données

suivantes ont été recueillies :

	Date du dernier contrôle d'étanchéité	Fréquence de mesure	Date de validité du contrôle d'étanchéité	Date indiquée sur le macaron	Opérateur	Observation
Équipement 844594	7/08/2025	12 mois	08/2026			Cette installation étant sur roulettes et pouvant être mobile, l'exploitant n'a pas trouvé l'équipement en séance. Aussi, sa marque de validité du contrôle d'étanchéité n'a pas pu être vérifiée.
Équipement 1461574	30/10/2025	6 mois	04/2026	Circuit 1 : 06/2026 Circuit 2 : 06/2026	CF00251	La date de validité n'est pas correcte.
Équipement 1461575	30/10/2025	6 mois	04/2026	Circuit 1 : 06/2026 Circuit 2 : 06/2026	CF00251	La date de validité n'est pas correcte.
Équipement 23103	18/11/2025	6 mois	05/2026	08/2026	CF00251	La date de validité n'est pas correcte.

						correcte.
Équipement n° 84444926-1281352	29/10/2025	12 mois	10/2026	05/2026	CF00251	La date de validité n'est pas correcte.

Les marques de contrôle d'étanchéité apposées sur les équipements contrôlés ne sont pas renseignées correctement.

Fait avec suite n° 11 (demande d'action corrective) (opérateur EIMI) : Suite aux contrôles d'étanchéité, l'opérateur EIMI n'a pas apposé de marque de contrôle d'étanchéité conforme en termes de date de validité pour tous les équipements contrôlés. Des nouvelles marques de contrôle d'étanchéité conformes en termes de date de validité devront être apposées par l'opérateur EIMI sous un délai maximal d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

#### N° 22 : Marque de défaut d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

##### Prescription contrôlée :

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de

base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

**Constats :**

Sur les derniers contrôles d'étanchéité observés par l'Inspection, les équipements n'avaient pas de fuite.

**Type de suites proposées :** Sans suite